

Mercredi 18 septembre – Retour sur la « colonisation nouvelle »

Ce colloque part d'un double constat que l'historiographie a contribué récemment à mettre en avant. D'une part, l'importance jouée par divers groupes progressistes ou réformateurs, critiques des hiérarchies et des statuts fixes de l'Ancien régime, soucieux de promouvoir une société fondée sur les capacités naturelles, l'industrie ou le mérite, dans la problématisation de la question des races humaines dans le premier XIXe siècle. Qu'il s'agisse de libéraux, de républicains ou de personnes inspirées par les mouvements d'organisation sociale, saint-simoniens ou socialistes, tous ont joué un rôle considérable dans la mobilisation de la question raciale en politique et en économie. Ce rôle, complexe, mérite d'être étudié et pris au sérieux, en analysant les tensions ou les rapports qui existent entre la promotion d'une société orientée vers l'égalité des droits, voire vers l'égalité sociale, et les réflexions portant sur les inégalités naturelles entre races; entre des doctrines résolument critiques de l'esclavage, promouvant soit le libéralisme économique, soit des modes d'organisation du travail, et la prise en compte des capacités ou des aptitudes raciales distinctes. L'objectif premier de cette journée consistera donc à faire le point sur ces enjeux, dans une perspective transatlantique, à travers tant un examen des doctrines que des pratiques ou des projets politiques auxquels elles ont pu donner lieu.

D'autre part, l'historiographie récente a contribué à mettre en avant le rôle joué par ces mêmes groupes, depuis la fin du XVIIIe siècle, pour repenser le système colonial et promouvoir des formes de colonisations nouvelles, fondées sur la mise en valeur des territoires, l'ouverture de nouveaux débouchés, la mise en activité des capitaux, des terres et des hommes, et des rapports de travail non-esclavagistes. On peut songer tant aux projets de colonisation de l'Afrique portés par la seconde Société des Amis des Noirs qu'aux diverses utopies d'inspiration fouriéristes ou saint-simoniennes en Amérique du Sud ou en Afrique du Nord, ou encore aux nombreuses réflexions socialistes ou républicaines visant à orienter la nouvelle colonisation de l'Algérie dans les années 1830-1840. Il s'agira donc de réfléchir à la manière dont ces projets s'inscrivent dans les réflexions économiques et politiques plus larges de ces différents courants et, le cas échéant, comment la question raciale proprement dite s'y articule.

13h45 – Accueil des participants.

14h – Introduction.

14h30 - Marie Lauricella (Université Lumière Lyon II), « Algérie, terre promise ». *La doctrine buchézienne et la question coloniale (1830-1848)*.

En France, sous la Monarchie de Juillet, Philippe Buchez et ses disciples s'engagent dans le débat sur la colonisation algérienne. Favorables à l'assimilation de l'Algérie à la France, ils critiquent vivement la timide politique d'expansion du gouvernement de Louis-Philippe. L'Algérie est envisagée comme un territoire prodiguant l'abondance agricole, de nouveaux débouchés commerciaux, et surtout un exutoire pour la question sociale en France. D'un point de vue idéologique, Buchez et ses disciples espèrent et théorisent une colonisation algérienne pour mettre à l'épreuve leur catholicisme social, et pour démontrer empiriquement la validité des associations de production dont ils sont à l'origine.

15h15 - Frédéric Massé (Université Jean-Jaurès), « L'empreinte de l'utopie » : *Gustave d'Eichthal et la colonisation de la Grèce dans les années 1830*.

À partir de 1821, la guerre d'indépendance grecque offre un contexte favorable à la multiplication des projets d'une colonisation de la Grèce par les puissances européennes. En 1834-1835, le gouvernement bavarois, mis en place en attendant la majorité d'Othon I^{er}, place Gustave d'Eichthal à la tête du *Bureau des études politiques* avec pour mission d'organiser une colonisation de la Grèce. L'objectif est de repeupler le pays, de mettre son territoire en valeur et de civiliser les Grecs par l'exemple. Le projet développé s'inspire de trois courants de pensée progressistes : le saint-simonisme, le philhellénisme et le libéralisme. Cette intervention entend retracer les origines idéologiques de ce projet, tout en mettant en évidence les difficultés rencontrées lors de sa mise en pratique et qui conduisent à son échec.

16h - Pause.

16h15 - Clément Thibaud (EHESS – Mondes Américains, CitEr), *Après la traite : travail, race et colonisation dans les républiques hispano-américaines à l'ère du méridien impérial (1800-1900)*.

L'abolition progressive de la traite des esclaves occupe la première moitié du XIXe siècle en Europe occidentale et aux Etats-Unis. Elle pose de manière pratique et urgente, le remplacement du travail forcée par une main-d'œuvre libre au sein des espaces coloniaux et postcoloniaux dominés par des Européens ou leurs descendants ultramarins. Ce problème avait été anticipé par les "Economistes" du XVIIIe siècle lors de la controverse à propos des avantages relatifs du travail servile et libre. Il s'articule à une conception plus globale d'un nouveau monde économique fondées le libre échange, le "travail volontaire" - pour reprendre l'expression du saint-simonien Jules Lechevalier -, l'articulation d'une agriculture spéculative et moderne à la globalisation du commerce par l'ouverture de nouvelles routes terrestres, fluviales ou océaniques et les migrations organisées ou spontanées de travail. Ce programme grandiose de transformation du monde, porté aussi bien par des libéraux, des républicains et des socialistes, fait l'objet de nombreuses tentatives pratiques dans les nouvelles républiques hispano-américaines indépendantes, avec le soutien de ses élites politiques. Ces entreprises de colonisation agraire ou de canalisation revêtent une forte dimension symbolique puisque l'empire espagnol figure, depuis le XVIIIe siècle au moins, le parangon d'un empire liberticide fondé sur l'Exclusif, le travail forcé, la violence de la Conquête. La thèse défendue est de reconsidérer le rôle de ces espaces américains dans l'invention de nouveaux modes de colonisation qui marqueront les seconds empires coloniaux européens après 1850 en Afrique et en Asie, qu'ils soient supposément "libéral" comme l'empire britannique, ou justifiés par une "mission civilisatrice", dans le cas de la France républicaine. Le *move to the East* (C. Bayly) entre colonisations moderne et contemporaine, ne peut faire l'économie des nouvelles formes de colonisation "progressiste" observables dans le Sud de l'hémisphère occidental.

17h - Discussion.

18h30 - Conférence de Bernard Gainot (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), *Empires en transition. Esclavage, colonisation, civilisation (1770 - 1840)*

Jeudi 19 septembre – Race, esclavage et répertoires progressistes au XIXe siècle

Matinée : race, libéralisme et socialisme

9h30 - Claude-Olivier Doron (Université Paris-Diderot), « *Races et pensée libérale dans les années 1815-1830 : le groupe du Censeur européen* ».

L'objectif de cette conférence est de revenir sur la place centrale accordée à la question des races dans la pensée libérale française sous la Restauration au travers du rôle méconnu joué par le groupe du Censeur (Charles Dunoyer, Charles Comte, Augustin Thierry) dans la promotion de la question raciale

en politique et ses ambiguïtés. Comme nous le montrerons, la question des races n'entre pas par hasard au coeur de ces réflexions libérales : nous en détaillerons les conditions de possibilité, qui font de ce groupe de libéraux en particulier un point central dans l'entrée de la question des races en politique. Mais nous montrerons aussi combien cette question y apparaît d'emblée, ambivalente, servant à la fois à penser les facteurs anthropologiques et organiques rendant compte des capacités distinctes de développement des peuples et d'accès à la liberté; et à la fois pour définir les conflits et les luttes qui, au sein de la société, déterminent l'accès à la liberté: la prise de conscience de l'existence de rapports sociaux de races dans les sociétés, ainsi que la redéfinition même de la notion de race, devenant alors des enjeux stratégiques dans une lutte politique.

10h15 - Loïc Rignol, *Les saint-simoniens et l'affiliation des races.*

Au XIX^e siècle, les saint-simoniens investissent l'ethnologie pour fonder une science religieuse de l'association. Parmi eux, Courtet de l'Isle, Eichthal, Ribes et Urbain voient dans le croisement le moyen d'opérer l'*affiliation des races*, c'est-à-dire la réconciliation des membres déchirés de l'humanité.

11h - Pause

11h15 - Albert García-Balaña (Universitat Pompeu-Fabra, GRIMSE), *Democracy and Colonial Imagination in mid-19th century Spanish Republicanism: Transatlantic and Transimperial Meanings of Fernando Garrido's 'Raza Ibérica'.*

Fernando Garrido (1821-1883) personifies many of the traits of the Spanish republican and democratic political culture in mid-19th century Europe. Traits such as the early influence of the French utopian socialists, the irradiation of Mazzini and Garibaldi after 1848, the commitment to insurrection in Spain with external support, or the European exile as a decisive experience for Spanish democrats before 1868. Florencia Peyrou has written definitive pages about Garrido and about some of these features. Little attention has been paid, on the contrary, to the many pages that Garrido published, in his political works of the 1860s, on the reform, conservation and "*rehispanización*" of the Spanish colonies in the Caribbean and the South China Sea. My presentation will focus on this other and forgotten aspect of the work of Fernando Garrido.

12h - Discussion

Après-midi - Esclavage, abolitions et répertoires progressistes

14h - Gilles Jacoud (Université de Saint-Étienne), *L'esclavage colonial : une comparaison des approches de Say, Sismondi et des saint-simoniens.*

Si dans les dernières décennies du XVIII^e siècle le clivage entre physiocrates et adversaires du libéralisme économique tend à se superposer avec celui qui oppose ceux qui rejettent l'esclavage dans les colonies françaises à ceux qui veulent son maintien, dans le premier tiers du XIX^e siècle le clivage entre Say, Sismondi et les saint-simoniens ne se traduit plus par une opposition tranchée sur la question de l'esclavage. Tous en défendent l'abolition et la possibilité débattue d'une rentabilité de l'esclave supérieure à celle du travailleur libre ne saurait justifier son maintien. Au-delà des calculs sur cette rentabilité, à propos de laquelle la position de Say évolue au fil du temps, la réflexion se focalise moins sur l'intérêt des colons que sur celui de la société prise dans son ensemble. Say, Sismondi et les saint-simoniens considèrent que l'économie ne souffrira pas de la sortie de l'esclavage et en préconisent une abolition progressive avec en perspective de nouveaux modèles économiques pour les colonies.

14h45 - Stéphanie Morandea (Université de Nantes, CitEr), *Colonialisme et question raciale dans la philosophie comtienne.*

Dans cette communication il s'agira dans un premier temps de rappeler le rapport des saint-simoniens au phénomène colonial, puis d'indiquer quelle fut l'évolution de Comte à l'égard des idées saint-simoniennes. Ensuite, il sera rappelé le « projet Occidental » de Comte (séparation du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, réorganisation sociale articulée à la loi des trois états) afin de comprendre les idées de Comte sur la colonisation et, plus généralement sur sa vision évolutionniste de l'histoire de l'humanité, compréhensible qu'à travers des catégorisations très précises dont la notion de race fait

partie. A quoi correspond cette notion, en quoi fait-elle partie d'une étape vers un progrès de l'humanité et comment la saisir via la colonisation ? Ordre et progrès appartiennent à la devise des positivistes, il s'agira d'en dessiner les contours à travers la position comtienne en matière coloniale.

15h30 - Pause

15h45 - Karim Ghorbal (Université de Tunis El Manar), *Réformistes cubains et libéraux français face à la question de l'esclavage au cours du premier XIXe siècle : horizons croisés*

Dans le cadre de cette communication, il s'agira de faire état des influences et distances entre le libéralisme français et le réformisme hispano-cubain au cours de la première moitié du XIXe siècle eu égard à la question de l'esclavage. Nous tenterons de montrer que les idées modernes –abolitionnistes, en particulier– en provenance de France reçurent un écho relatif à Cuba en raison des spécificités coloniales et socio-raciales de la plus grande île des Antilles.

16h15 - Céline Flory (CNRS, Mondes Américains), *Les « immigrants » africains engagés dans la Caraïbe française au XIXe siècle*

Quatre ans après l'abolition définitive de l'esclavage le 27 avril 1848, le gouvernement français décide de mettre en œuvre des migrations de travailleurs recrutés en Afrique, en Chine et en Inde afin de réorganiser le travail colonial dans ses colonies. Munis de contrat d'engagement de travail de plusieurs années, des dizaines de milliers de personnes sont alors conduites à la Réunion, en Guyane, en Guadeloupe et en Martinique. Dans ce cadre, de 1854 à 1862, plus de 21 000 hommes, femmes et enfants sont recrutés le long du littoral ouest-africain pour aller travailler dans ces trois dernières colonies. À leur arrivée, ils ne sont soumis ni au même régime que la population locale ni à celui des étrangers sans contrat d'engagement. Leur statut juridique qui est celui d'« immigrant », les place en dehors du droit commun, puisqu'il est défini par deux décrets spéciaux – celui du 13 février et celui du 27 mars 1852 – qui encadrent l'engagisme. Ce statut auquel est attaché un ensemble de droits et d'obligations particuliers, place ces derniers dans une situation subalterne tout en faisant d'eux la main d'œuvre ardemment voulue et exigée par les grands propriétaires terriens, autrement dit les anciens propriétaires d'esclaves. Bien qu'ils y aient droit contractuellement, seule une extrême minorité de ces Africains bénéficie du rapatriement à la fin de leur engagement. Ces derniers construisent alors le reste de leur vie en colonie. Ils n'en demeurent pas moins statutairement des « immigrants », soit exclus du droit de vote et de l'accès à la citoyenneté. Pour autant, bien que relégués toute leur vie dans ce statut, ils ne s'y laissent pas enfermer en se saisissant de droits qui leur sont normalement interdits.

17h - Discussion

Vendredi 20 – Citoyenneté et résidence

In social theory, citizenship is located exclusively within the site of the state and the historicity of the concept of citizenship is closely aligned to the historicity of the concept of the nation-state. This implies, on the one hand, a break from earlier periods when “belonging” was located most often within the doctrine of allegiance, or in other words, the concept of subjecthood; on the other hand, focusing excessively on its normative aspects, it disregards the social dimension of citizenship. Actually, citizenship cannot be reduced to a direct relationship of an individual to the state, unmediated by another affiliation. From its start to the present, citizenship has always had a cultural content: there has always been a question of what sort of people were “in”, and what sort “out”. Yet, the idea of the relationship of an individual to the state, unmediated by another affiliation, has always been a form of claim-making, not an essence of citizenship, and debates about the relationship of citizenship to other forms of social affinity are long-standing and on-going within communities of citizens.

We seek to bring together an interdisciplinary group of scholars working across the fields of colonial history, legal history, and citizenships studies to explore the construction of citizenship

in colonial and postcolonial contexts. We consider that the colonial/imperial perspective can contribute to decouple citizenship from nationhood and envisage membership and allegiances invested in collectivities and organizational forms smaller than or transversal to the states, such as cities or ethnic groups, or larger and superordinate to the state. Historiography on early modern and modern empires has demonstrated that these multi-community political formations created segmented categories of belonging that gave differential access to rights, echoing and reinforcing the inequality between its different constituent units. Through the analysis of various experiences, from the 16th to the 20th century, the workshop aims to examine the status of the people living in colonial and post-colonial contexts in order to rescue the heterogeneity of citizenship regimes.

Matinée : Citoyenneté, résidence, colonialité

9h30 - Valeria Deplano (Università degli studi di Cagliari). *Citizenship and residence in colonial and postcolonial contexts.*

After Fascism collapsed, and the colonies were lost, Italy rebuilt itself as a democracy. The Republican Constitution approved in 1948 officially rejected any racist ideology and refused any discrimination based on race. In theory, this approach would have redrawn the boundaries of *Italianness*, proposing a more inclusive idea of citizenship; at the same time, Italian society was supposed to take the road that leads to multiculturalism.

This paper aims to analyse how the presence of the former colonial subjects in Italy challenged the boundaries of the nation inherited from the colonial and fascist period, even if unsuccessfully. In particular, it explores in which way the applications for Italian citizenship submitted by people from Libya and Eritrea were managed by the Republic – and basically rejected – after 1945.

10h15 - Félicien Lemaire (Université d'Angers - CitEr), *Identité nationale et citoyenneté dans le droit colonial français.*

La contribution s'ordonnera autour de l'évocation des paradoxes du discours républicain sur le colonialisme ainsi que les paradoxes et la réalité du droit colonial.

11h - Pause

11h15 - Federica Morelli (Università degli studi di Torino), *Entre citoyenneté et étrangeté. Les livres de couleur dans l'Atlantique espagnol à l'époque des indépendances.*

The paper grapples with the question of the boundaries of citizenship and access to naturalization, and does so by analysing a body of relevant juridical sources, dating from the end of the 18th century to the first half of the 19th and concerning the free people of color in late colonial and early independent Spanish America. Their precarious status makes this group a privileged subject to examine the negotiation and formation of racial identity as well as the definition of citizenship requirements in colonial and post-colonial contexts

11h30 - Cristina Nogueira da Silva (Universidade Nova de Lisboa), *Colonial law and «liminality» in Portuguese Empire (19th-20th century)*

In my paper I will discuss the role of law as a classification device with strong effects in the the identities and identifications of populations of African origin in contemporary Portuguese empire, as well as on their daily lives. I will also highlight the role of law in the construction of liminal identities, in a comparative approach. Finally, I will analyse two different cases: that of the freedmen in Brazil (19th century), and also the case of «assimilados» in the African territories (20th century).

12h15 - Discussion

Après-midi : Fluidités sociales et spatiales de la citoyenneté

14h - Tommaso Bobbio (Università degli studi di Torino). *The paradox of permanent temporariness and the construction of informality in Ahmedabad, India (1960s-2000s)*.

Issues of informality, marginal settlements and extreme poverty have often been analysed in relation to the dynamics that transformed spatial and social balances with respect to neo-liberal economic policies. The restructuring of urban spaces, infrastructures and economies that since the 1990s has accompanied the rhetoric concerning the emergence of so-called global cities has been widely seen to be responsible for the success of exclusionary models of urban development that have further marginalised the most vulnerable strata of society. The aim of this presentation is to question the very validity of categories such as informality when applied to understanding the transition that led medium-sized urban centres to become global "mega-cities". It does so by adopting a longer-term perspective in analysing the evolution of a municipal housing project for the resettlement of slumdweller in Ahmedabad (India) in 1978, which in the span of four decades turned into a substandard informal settlement and then into a "Muslim city" called Juhapura. Widely known in India as the "biggest ghetto in South Asia", this area is an observatory for reconsidering the significance of concepts such as informality, illegality, temporariness and the people's legitimacy as citizens in post-colonial India.

14h45 - Olivier Allard (EHESS, LAS). *La communauté introuvable : relation à l'État et organisation locale d'une population amérindienne (Venezuela)*

Les Warao, population amérindienne du Venezuela, revendiquent depuis une vingtaine d'années les droits qu'ils associent à la citoyenneté vénézuélienne – des droits économiques, ce qui est typique d'un État rentier. Si c'est une modalité très individualiste de citoyenneté, elle correspond paradoxalement bien aux formes fluides d'organisation sociale des Warao. À l'inverse, la "communauté" est un modèle souvent à la fois présumé et imposé de l'extérieur. Par ailleurs, les Warao sont présents tant au Venezuela qu'au Guyana voisin, et on interrogera les conséquences de cette localisation binationale sur leurs revendications et leurs pratiques politiques.

15h30 - Pause.

15h45 - Remarques finales et discussion.